

LEADER

2014-2020

APPEL A PROJETS N°2.1

CIRCUITS-COURTS

Clôture le 13 juillet 2018

L'EUROPE S'ENGAGE
EN PAYS DIGNOIS



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

PROVENCE-ALPES
AGGLOMÉRATION

GAL Dignoïs
Groupe d'Action Locale

L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| LE GAL DIGNOIS..... | 4 |
| FINANCER SON PROJET AVEC LEADER | 6 |
| ETAPE 1 : L'opportunité..... | 6 |
| ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention..... | 6 |
| ETAPE 3 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet..... | 7 |
| ETAPE 4 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles | 7 |
| REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS..... | 8 |
| ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour les circuits-courts..... | 8 |
| ARTICLE 2 : Opérations éligibles..... | 9 |
| ARTICLE 3 : Dépenses éligibles | 9 |
| ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles | 10 |
| ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles | 10 |
| ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité..... | 11 |
| ARTICLE 7 : Modalités de financement | 12 |
| ARTICLE 8 : La sélection des dossiers | 14 |
| ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à projets..... | 16 |
| ARTICLE 10 : Engagements des candidats | 17 |
| CONTACT | 18 |

Stratégie LEADER Dignois
« *Territoire en transition vers une économie nouvelle* »

Appel à projets N°2.1 CIRCUITS-COURTS

« Structurer et valoriser les filières en circuits courts »

APPEL A PROJETS

Programme de Développement Rural FEADER 2014-2020

Mesure 19 : Soutien au développement local LEADER

Sous-mesure 19.2 : Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la Stratégie Locale de Développement (SDL)

INFOS CLES

CLOTURE DE L'APPEL A PROJETS : 13 juillet 2018 à 12h

Enveloppe Financière FEADER de l'appel à projets : 108 610.53 €

Enveloppe Financière totale de l'appel à projets (FEADER + contreparties) : 181 017.55€

LE GAL DIGNOIS

LEADER, Liaison Entre les Actions de Développement Economique de l'Economie Rurale, est un programme de financement de projets et de développement des zones rurales. Le programme mobilise le **FEADER**, Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural. Le **FEADER** est le second pilier de la **PAC**, Politique Agricole Commune.

Le financement des projets LEADER (hors coopération) se fait sur la base de la **mesure 19.2** du **Programme de Développement Rural Régional du FEADER**.

Le programme **LEADER** est porté localement par un **GAL, Groupe d'Action Locale**, émanation du territoire regroupant des acteurs privés et publics. C'est le **GAL**, à travers son **Comité de programmation**, qui sélectionne les projets au regard de la stratégie locale et qui attribue l'aide financière européenne.

Le GAL Dignois est porté juridiquement, depuis le 1^{er} janvier 2017, par la Communauté d'agglomération **Provence Alpes Agglomération**.

A l'échelle européenne, le programme **LEADER** s'inscrit dans plusieurs **principes** : une approche ascendante, l'innovation, un partenariat public-privé, la coopération, des actions intégrées et multisectorielles, une mise en réseau des acteurs du territoire et une stratégie locale.

Les projets financés par le programme LEADER Dignois doivent s'inscrire dans la **stratégie du GAL**. Celle-ci a été définie par les acteurs locaux pour la période de **programmation 2014-2020** pour répondre aux **enjeux du territoire**.

Le **territoire du GAL Dignois** regroupe 35 communes et 31 000 habitants. Situé au cœur de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, il est un territoire de transition entre la Haute Provence et les Alpes. Fort d'un patrimoine naturel et paysager remarquable et reconnu, le territoire comprend des richesses géologiques et thermales, une diversité des productions agricoles et des richesses culturelles avec de nombreux sites classés, des musées et fondations.

La stratégie du GAL Dignois, « **Territoire en transition vers une économie nouvelle** », se base sur un certain nombre d'enjeux identifiés localement. Pour accompagner cette stratégie, le programme LEADER Dignois vise à mettre en valeur les atouts du territoire pour créer de la richesse à travers le développement d'activités économiques locales. En parallèle, il soutient et expérimente des services nécessaires à la population, garants de la qualité de vie du territoire et de son attractivité. Cette transition vers une économie nouvelle se structure autour d'une économie de partage, source de cohésion sociale et d'emplois.

La stratégie du GAL Dignois se décline en **7 thématiques**. Chacune d'entre elles fait l'objet d'un appel à projets **distinct**.

Appel à projets 2.1 CIRCUITS COURTS

Structurer et valoriser les filières en circuits-courts (produits agricoles et bois)

Appel à projets 2.2 RENOVATION ENERGETIQUE

Développer les activités liées à l'éco-construction, la rénovation énergétique et les énergies renouvelables

Appel à projets 2.3 TOURISME

Renforcer la notoriété interne et externe des activités culturelles et touristiques du territoire en créant des synergies entre les secteurs

Appel à projets 2.4 MOBILITE

Développer une mobilité alternative pour tous

Appel à projets 2.5 ECONOMIE

Accompagner nos entreprises pour les rendre plus compétitives

Appel à projets 2.6 JEUNESSE

Avoir une meilleure qualité et une égalité des services pour nos enfants

Appel à projets 2.7 SILVER-ECONOMIE

Permettre à la silver économie un réel développement pour le bien-être et le bien vivre de nos aînés

FINANCER SON PROJET AVEC LEADER

ETAPE 1 : L'opportunité

DEPOT D'UNE FICHE-PROJET

Vous rencontrez l'équipe LEADER du GAL Dignoïs, vous prenez connaissance du règlement de l'appel à projets et vous remplissez une **fiche-projet**. [cliquez sur le lien suivant](#)
Votre fiche-projet est présentée à d'autres techniciens de la structure ou de structures partenaires afin qu'ils établissent une **expertise technique** sur son contenu et sa plus-value.

PRESENTATION DU PROJET POUR AVIS D'OPPORTUNITE

Votre fiche-projet et l'expertise technique sont transmises aux membres du **Comité de programmation** en amont de la réunion.
Vous venez présenter votre projet et échanger avec les membres du Comité de programmation.
Le Comité donne un avis à votre projet : Favorable, Favorable sous réserve, Défavorable.
Le GAL vous transmet un courrier vous informant de cet **avis d'opportunité**.

ETAPE 2 : Le dossier de demande de subvention

MONTAGE DU DOSSIER

Si votre projet a obtenu un avis favorable ou favorable sous réserve, l'équipe LEADER vous accompagne dans la constitution du dossier de demande de subvention.

Attention : Pour le dépôt de votre dossier, vous devez justifier les montants demandés pour chaque dépense à l'aide de devis ou documents administratifs.

DEPOT DE DOSSIER

Vous déposez votre dossier de demande de subvention et l'équipe LEADER vous envoie un **accusé de réception de demande d'aide**.
Après le dépôt de votre dossier, vous pouvez commencer votre projet car les dépenses deviennent éligibles. Attention, le dépôt de dossier ne vaut pas obtention de la subvention.
L'équipe LEADER échange avec vous pour compléter votre dossier s'il y a des pièces manquantes ou non conformes et peut vous envoyer un courrier de demande de pièces complémentaires.
Lorsque le dossier est complet, l'équipe LEADER vous envoie une **attestation de dossier complet**.

INSTRUCTION ET RECHERCHE DE COFINANCEURS

L'équipe LEADER instruit votre dossier, le note à l'aide de la grille de sélection et sollicite les cofinanceurs pour qu'ils interviennent financièrement en contrepartie du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

ETAPE 3 : La programmation de votre dossier et réalisation du projet

L'AVIS DE PROGRAMMATION

Votre projet est présenté une seconde fois au Comité de programmation. Celui-ci prend connaissance de la note attribuée lors de l'instruction, constate le cofinancement du projet et valide l'attribution du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

CONVENTIONNEMENT ET REALISATION DU PROJET

Vous signez une convention d'attribution de l'aide avec la Communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération.

Vous démarrez ou poursuivez la réalisation de votre projet.

Vous informez l'équipe LEADER de l'avancement de la réalisation de votre projet et respectez les règles de publicité du programme européen.

ETAPE 4 : La demande de paiement, la restitution et les contrôles

DEMANDES DE PAIEMENT ET RESTITUTION

En cours de réalisation ou à la fin du projet, vous pouvez faire une ou plusieurs demandes d'acomptes et une demande de solde. Le paiement est effectué uniquement sur la base de factures acquittées, sur présentation des justificatifs. Vous joignez ces éléments au [formulaire de demande de paiement](#).

L'équipe LEADER vérifie les réalisations prévues dans le projet et instruit votre demande, puis l'ASP (Agence de Service et de Paiements) verse la subvention.

Lors de la demande de solde (dernier paiement), vous devez produire un rapport d'exécution faisant le bilan de votre projet.

CONTROLES

Des contrôles peuvent être réalisés à plusieurs étapes par différents organismes (le GAL, l'Union européenne, l'Agence de Services et de Paiement, la Cour des Comptes, les Cofinanceurs, etc.). Ces contrôles visent principalement le respect des obligations publicitaires, le respect des procédures des marchés publics et le maintien des investissements à destination du projet.

Les contrôles sont effectués sur la base du dossier ou directement sur place. Ils peuvent aboutir à des sanctions financières.

Dans le cadre des contrôles, nous vous conseillons de tenir une comptabilité séparée pour les dépenses relatives au projet LEADER.

REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS

ARTICLE 1 : La stratégie du GAL pour les circuits-courts

Notre territoire compte de nombreux atouts et acteurs du monde agricole et sylvicole. L'enjeu est de **créer une réelle synergie entre ces acteurs afin d'asseoir et de pérenniser leurs activités et de développer de vraies opportunités économiques**. La mise en réseau des acteurs et le **décloisonnement des secteurs** sera une priorité. Il sera aussi recherché le lien entre les organismes de formation et les structures professionnelles dans une logique d'immersion à destination des jeunes apprentis.

Pour le triptyque producteur – consommateur – territoire, les circuits-courts sont porteurs d'enjeux sociaux, identitaires et environnementaux. Ils constituent de plus une opportunité économique non négligeable puisque 30% des exploitants du territoire vendent leurs produits en circuits courts. Le but est de mettre en place des initiatives en circuits-courts dans la filière agricole et la filière bois afin d'améliorer leur commercialisation et créer de nouveaux débouchés et de nouveaux revenus.

L'objectif est de développer de nouveaux modes de conception, de production et des systèmes d'organisation, dans une logique de consommation durable et responsable. Dans cette même mouvance, la notion d'économie participative/collaborative joue un rôle important dans l'appropriation des enjeux par les habitants/consommateurs, lesquels devront être sensibilisés sur l'éducation et l'autonomie alimentaire.

Objectifs transversaux : Les actions financées devront contribuer au maximum aux objectifs transversaux de la stratégie LEADER : participer à la transition écologique et énergétique et promouvoir l'intelligence collective par la mise en réseau des acteurs du territoire.

ARTICLE 2 : Opérations éligibles

- Ateliers de transformation collectifs végétaux et animaux
- Création de points de vente collectifs de produits agricoles et artisanaux
- Aide à la structuration de la filière viande en circuits-courts
- Création d'une logistique de transport d'approvisionnement en circuits-courts
- Mettre en place une plateforme numérique d'approvisionnement en circuits-courts pour les producteurs et artisans
- Accompagnement collectif et réunions d'information en vue de professionnalisation
- Création et promotion de labels en circuits-courts (agricole et sylvicole)
- Opération de promotion des produits du terroir
- Réunions d'information sur la valorisation des filières en circuits-courts
- Etudes et outils de mutualisation en vue de regrouper les sylviculteurs
- Promouvoir la reprise d'exploitations agricoles et forestières
- Opération de compostage de proximité

ARTICLE 3 : Dépenses éligibles

DEPENSES SUR FACTURE

- Etudes de préfiguration en lien avec l'opération
- Réunions d'information
- Prestation de services et frais d'honoraires en accompagnement comptable, juridique, et technique
- Achat de matériel/outillage industriel, achat de mobilier (hors acquisition de biens d'occasion),
- Investissement immatériel (logiciels et brevets)
- Rénovation d'un bien immobilier (travaux de second œuvre)
- Location de biens meubles ou immeubles
- Matériel roulant (véhicule maximum 1 par opération et vélos) rattaché à l'action
- Frais de réception
- Frais de communication (encart publicitaire, frais d'impression, affranchissement pour envoi en nombre, conception de supports de communication.), de promotion, d'information (guide, film, site internet, etc.)

DEPENSES DE PERSONNEL

- Frais salariaux (primes, cotisations, avantages, taxes) liés au projet (sur justificatif du temps de travail)
- Frais de structure soit 15% des dépenses de personnels éligibles (obligatoires dès présentation de frais salariaux)
- Frais de déplacements (selon le barème fiscal), de restauration et d'hébergement (remboursement sur frais réels ou au forfait)

ARTICLE 4 : Dépenses inéligibles

- Le bénévolat et les apports en nature
- Les dépenses relevant d'une autofacturation
- Les investissements de simple renouvellement de matériels existants
- Le matériel d'occasion
- Les coûts d'acquisition foncière et immobilière
- Les dépenses de construction, de rénovation, de réhabilitation et/ou de restauration de bâtiments portant sur le « gros œuvre »
- Les investissements de mise aux normes pour des normes déjà en vigueur
- Les dividendes
- Les intérêts moratoires
- Les droits de douanes
- Les dotations aux provisions
- Les charges financières (frais bancaire)
- Les frais liés aux accords amiables

ARTICLE 5 : Bénéficiaires éligibles

- Associations loi 1901
- Fondations
- Coopératives d'entreprises (Agricoles, artisans, commerçants : SCIC, SCOP, CAE...)
- Chef d'exploitations (ATP, ATS)
- GAEC, EARL, GIE, SCEA, EI
- Chambres consulaires
- Syndicats professionnels
- Micro entreprises, TPE et PME (selon la recommandation 2003/361/CE du 6 mai 2003)
- Organismes de formation avec numéro d'agrément
- Collectivités locales et EPCI
- Syndicats mixtes intercommunaux
- Structure porteuse du GAL
- Régie municipale
- Signataires de la charte forestière
- CRPF
- ONF

ARTICLE 6 : Autres conditions d'éligibilité

SEUIL ET PLAFOND D'ELIGIBILITE

- Pour être éligible, le projet doit respecter un **seuil minimum** de 5000 € de dépenses éligibles.
- Pour être éligible, le projet doit respecter un **plafond maximum** de 250 000 € de dépenses éligibles.

Attention : les dépenses éligibles sont déterminées lors de l'instruction. Le seuil est donc vérifié à cette étape et non lors du dépôt de dossier.

Le seuil est vérifié à nouveau lors de la demande de paiement.

ELIGIBILITE GEOGRAPHIQUE

Pour être éligible, l'investissement doit être **réalisé sur le périmètre du GAL** Dignois (hors coopération), dans les Communes suivantes :

- A** Aiglun, Archail, Auzet
- B** Barles, Barras, Beaujeu, Beynes, Bras d'Asse
- C** Castellard Melan, Champtercier, Chateauredon
- D** Digne Les Bains, Draix
- E** Entrages, Estoublon
- H** Haute Duyes
- L** La Javie, La Robine Sur Galabre, Le Brusquet, Le Chaffaut Saint Jurson, Le Vernet
- M** Majastre, Mallemoisson, Marcoux, Mezel, Mirabeau, Montclar
- P** Prads Haute Bleone
- S** Saint Jeannet, Saint Julien D'asse, Saint Martin Les Seyne, Selonnet, Seyne
- T** Thoard
- V** Verdaches



ARTICLE 7 : Modalités de financement

ENVELOPPE FINANCIERE

L'enveloppe financière FEADER affectée à cet appel à projets, pour les projets de la fiche action N°1 « Circuits-courts », est de **108 610.53 €**.

Des contreparties financières nationales étant obligatoires, l'enveloppe financière globale pour les projets de la fiche action N°1 « Circuits-courts », est estimée à 181 017.55€.

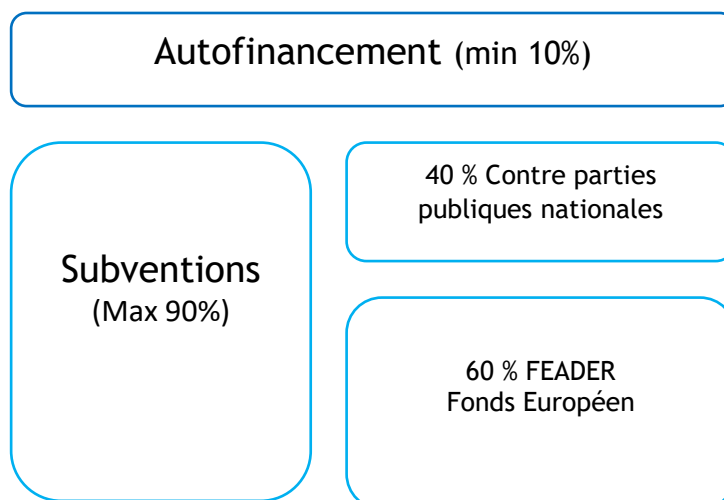
Les subventions seront octroyées jusqu'à épuisement de cette enveloppe. Au-delà de celle-ci, les projets ne pourront pas être programmés.

TAUX MAXIMUM D'AIDE ET PLAN DE FINANCEMENT

Un taux maximum d'intervention plafonne l'aide publique. Pour le programme LEADER l'aide publique est plafonnée à 90%.

Votre plan de financement sera donc constitué d'une **part d'autofinancement de 10% minimum** et d'une **part d'aide publique versée sous forme de subvention**.

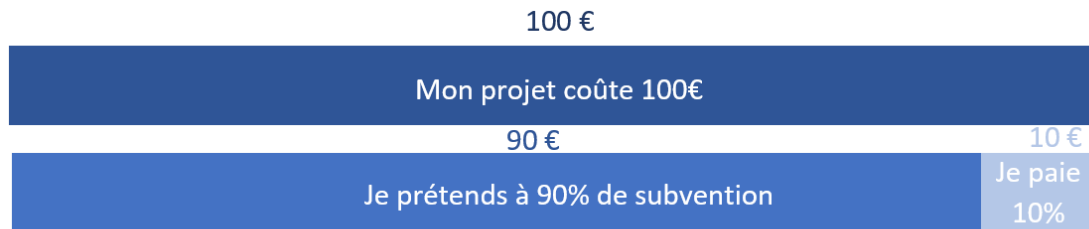
La subvention est subdivisée entre 60% de financement européen **FEADER** et 40% de **contreparties nationales** publiques (Conseil Régional, Conseil Départemental, Intercommunalité, Commune, etc.).



Les contreparties financières nationales sont sollicitées dans le même formulaire que la demande de subvention LEADER. Le GAL agit comme « guichet unique » et va directement solliciter d'autres financements nationaux. Vous êtes cependant libre de rechercher en amont d'autres financements publics et de nous l'indiquer lors du dépôt de votre dossier.

UNE DIFFERENCE ENTRE LE TAUX D'AIDE DEMANDE ET LE TAUX OBTENU

Le taux de subvention demandé ne sera pas toujours celui obtenu. La réglementation européenne impose une modulation du taux d'aide en fonction du type de projet, de la structure porteuse et de son champ d'intervention. Les taux d'aide sont définis lors de l'instruction et déterminés par le choix d'un « régime d'aides d'Etat » ou d'un règlement spécifique.

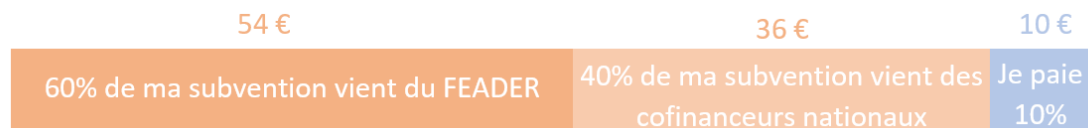


L'équipe technique applique le régime d'aide d'Etat correspondant

Exemple 1 : Régime d'aide limitant les subventions à 70%



Exemple 2 : Régime d'aide limitant les subventions à 90%



MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le versement de l'aide ne se fait que sur la base des dépenses réalisées et sur présentation de factures acquittées. Vous devez donc faire l'avance de trésorerie.

Acomptes : Vous avez la possibilité de demander au maximum deux acomptes pour vos dépenses acquittées. Ces derniers peuvent intervenir lorsque au moins 20% du montant des dépenses prévisionnelles a été payé. Les acomptes ne peuvent pas excéder 80% des dépenses prévisionnelles.

Solde : Une fois l'intégralité des dépenses réalisées, des factures acquittées et des contreparties publiques reçues, vous pouvez déposer la demande de paiement du solde de votre subvention.

ARTICLE 8 : La sélection des dossiers

Les projets seront sélectionnés au travers de trois principes :

- L'évaluation de la pertinence du projet au regard des principes fondamentaux LEADER
- L'évaluation de la contribution du projet à la stratégie du territoire
- L'évaluation de la performance du projet et de sa faisabilité

Il s'agit de principes de sélection, les critères seront spécifiés par le comité de programmation et détaillés dans une grille de sélection.

LA SELECTION DES DOSSIERS SE FAIT EN DEUX ETAPES

Lors de la phase d'opportunité :

Votre fiche-projet et les documents que vous souhaitez joindre seront présentés puis analysés par le Comité de programmation. Ce dernier va juger votre projet sur la base d'une grille d'opportunité et pourra s'appuyer sur des expertises techniques. Vous êtes invités à présenter votre projet lors de ce Comité. Les membres du Comité de programmation rendent **un avis d'opportunité** sous 3 modalités :

- Favorable
- Favorable sous réserve
- Défavorable

Lors de la phase de sélection :

L'équipe LEADER instruit, puis note votre projet sur la base d'une grille de sélection. En parallèle, elle sollicite des cofinanceurs pour intervenir en contrepartie du FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

Le Comité de programmation va prendre connaissance de votre note, constater le cofinancement de votre projet et décider de vous attribuer un financement FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural).

Les membres du Comité de programmation rendent **un avis de sélection** sous 2 modalités :

- Favorable
- Défavorable

PREVENTION DES CONFLITS D'INTERET

Afin d'éviter tout conflit d'intérêt, les membres du Comité de programmation qui sont porteurs d'un projet ou impliqués dans la gouvernance d'une structure candidate, ne prendront part ni aux discussions, ni au vote du projet.

Par ailleurs, tous les membres du Comité de programmation s'engagent à ne pas être en conflit d'intérêt avec le projet ou le porteur au moment du vote.

COMPOSITION DU COMITE DE PROGRAMMATION

Le Comité de programmation se compose de 38 membres : 19 titulaires et 19 suppléants.

Il est constitué d'un collège public et d'un collège privé. Le collège privé représente plus de 50% des membres.

Collège public :

- 6 titulaires, conseillers communautaires de la **communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération** ou conseillers municipaux, et 6 suppléants
- 1 représentant de la **chambre d'agriculture** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre de commerce et d'industrie** et 1 suppléant.
- 1 représentant de la **chambre des métiers et de l'artisanat** et 1 suppléant.

Collège privé :

- 2 membres du secteur « **agricole** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **entreprise** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **associatif** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **tourisme** » et 2 suppléants
- 2 membres du secteur « **citoyen** » et 2 suppléants

ARTICLE 9 : Modalités de l'appel à projets

La publicité de l'appel à projets LEADER 2014-2020 se déroule du 25 avril 2018 au 13 juillet 2018. Durant cette période, les documents utiles à la constitution des dossiers seront mis en ligne sur le site Internet : www.paysdignois.fr/leader-2014-2020

La date limite de réception des fiches-projet est fixée au 13 juillet 2018 inclus. Ces dernières doivent être transmises en version **informatique et papier : remise en mains propres ou par courrier (cachet de la poste faisant foi).**

Il est vivement recommandé de contacter l'équipe technique avant le dépôt de la fiche-projet pour avoir un premier échange sur le projet.

Remise des fiches-action :

En mains-propres :
42 av François Cuzin
04000 DIGNE LES BAINS

Par courrier :
Provence Alpes Agglomération GAL Dignois
4 rue Klein
04000 DIGNE LES BAINS

Par courriel :
leader.dignois@provencealpesagglo.fr

Les porteurs de projet candidats doivent a minima fournir la fiche-projet demandée :

Fiche-projet : www.paysdignois.fr/wp-content/uploads/2018/04/FICHE-PROJET-Dignois-2018.docx

Ils peuvent y joindre tout élément permettant aux membres du Comité de programmation de mieux juger le projet.

ARTICLE 10 : Engagements des candidats

Tout candidat déposant un dossier dans le cadre de cet appel à projets, dans le cas où son projet serait retenu, s'engage à :

- Accepter sans réserve le présent règlement.
- Ne pas avoir commencé le projet avant la date indiquée dans le courrier d'accusé de réception de la demande de subvention.
- Commencer le projet dans le délai maximal fixé par la convention d'attribution de l'aide.
- Associer le GAL Dignois à toute opération de communication relative au projet, mentionner le nom des financeurs, respecter des règles européennes de publicité.
- Se soumettre aux éventuelles procédures de contrôles.
- Archiver le dossier pendant 5 ans après le paiement du solde.
- Remettre un rapport d'exécution à la fin du projet.

CONTACT

Pour toute information, nous vous invitons à contacter l'équipe technique du GAL Dignois :

Guillaume GIAI MINIETTI Animateur

06.78.65.46.83 - 04.92.61.66.56

guillaume.giai@provençalpesagglo.fr

Mathilde SIRE Gestionnaire

06.78.65.46.83 - 04.92.61.66.56

mathilde.sire@provençalpesagglo.fr

ADRESSE POSTALE

Provence Alpes Agglomération
4 rue Klein
04000 - DIGNE LES BAINS

NOS BUREAUX

42 av François Cuzin
04000 - DIGNE LES BAINS

SITE INTERNET

www.paysdignois.fr/leader-2014-2020